

Journal de la Corse

Doyen de la presse européenne
L'hebdomadaire de défense des intérêts de l'île depuis 1817

GUADELOUPE

LA FRACTURE

Semaine du 03 au 09 décembre 2021 | www.journaldelacorse.corsica

R 27997 - N° 11292 - F.2.20 €



3 782799 702200 2200

Un documentaire
qui retrace 250 ans
d'histoire de la
Corse

L'Alta Rocca entre
mer et montagne

L'immigration et
l'accueil des
migrants



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DES PROFESSIONNELS SONT ENGAGÉS À VOS CÔTÉS

TOUS MOBILISÉS CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



#NeRienLaisserPasser

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site :

[ArretonsLesViolences.gouv.fr](https://www.ArretonsLesViolences.gouv.fr)

**ARRÊTONS
LES
VIOLENCES
3919**

NUMÉROS
D'URGENCE

17  **114**

Société d'édition :
Journal de la Corse
2 rue Sebastiani - 20000 Ajaccio

Rédaction :
redactionjournaldelacorse@orange.fr

Rédaction Ajaccio :
2 rue Sebastiani - 20000 Ajaccio
Tél : 04 95 28 79 41
Fax : 09 70 10 18 63

Rédaction Bastia :
7, rue César Campinchi
Tél : 06 75 02 03 34
Fax : 04 95 31 13 69

Annonces légales :
journaldelacorse@orange.fr

**Directrice de la publication
et rédactrice en chef :**
Caroline Siciliano

Directeur Général :
Jean Michel Emmanuelli

Directeur de la rédaction Bastia :
Aimé Pietri

Publicité :
Tél : 04 95 28 79 41
Fax : 09 70 10 18 63

Impression :
Imprimerie Olivesi Ajaccio
ISSN : 0996-1364
CPPAP : 0921 C 80690

**Soucieux de la protection
de l'environnement,
le Journal de la Corse
est imprimé sur papier recyclé.**

L'édito de Pierre-Louis Alberghi

L'Outre-Mer : La crise de trop ?

Pour chaque campagne présidentielle il y a un rituel à respecter pour les candidats favoris celui de se rendre dans les Dom ou dans les Tom. A chacun de choisir son océan. Il peut être Indien, Pacifique, Atlantique. Quelque soit la sensibilité politique, on est souvent accueilli avec des chants, des danses et des drapeaux français qui claquent sans limites. Qu'en sera-t-il dans quelques semaines lorsqu'il faudra reprendre le chemin de ces espaces lointains et exotiques ? Car la tension est palpable partout. En Nouvelle-Calédonie, à l'approche d'un troisième référendum pour ou contre l'indépendance les antagonismes refont surface. En Polynésie, la corruption sous toutes ces formes mine les institutions. Rarement, les flux migratoires auront autant constitué un défi à leur identité pour La Réunion et surtout Mayotte. La Guyane reste le territoire le plus touché par la pandémie du COVID et marqué par la colère des antivax. Et puis il y a la Guadeloupe et ses troubles violents reflétant une crise sociale et existentielle et qui ne paraît pas être ni passagère ni artificielle. Malgré les visites protocolaires et symboliques, ces territoires ultra-marins, paradoxalement, n'ont jamais constitué un enjeu majeur pour une présidentielle. Sauf peut-être en 1988 lorsque à la veille du deuxième tour l'assaut fût donné à la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie où 19 kanaks furent tués, une décision prise par le gouvernement Chirac. Au prix de ce carnage, ce dernier fût battu par Mitterrand qui déclara « *on ne fait pas des voix avec de l'argent et du sang* ». Avant l'échéance de 2022, le gouvernement va-t-il lancer un train de réformes à l'adresse des DOM-TOM ? Difficile de l'imaginer. Et pourtant pour éviter le chaos ...

Politique 4
Crise en Guadeloupe

Chronique 9
Un État tout puissant

Humeur 10
Le cas Michel Barnier

Aménagement 12
L'Alta Rocca entre mer et montagne

Lingua Corsa 14
Une riesciuta maiò

Immigration 16
France, terre d'asile ?

Culture 22
251 ans d'histoire de la Corse

Sport 36
Un centre d'entraînement original

LE REGARD DE Delambre

+ 008



Guadeloupe, Martinique : Antillais dans la rue, État à la rue

Il semble qu'ayant jugé que la crise de ces derniers jours avait pour fondement réel des problèmes économiques et sociaux et qu'il était incapable d'apporter des solutions, le pouvoir macronien veuille instiller la peur d'une moindre présence de l'État et d'une remise en cause des politiques d'assistantat.



Une spirale de violence qui dure depuis trois semaines

La Guadeloupe a été le théâtre de plusieurs nuits de violences commises par quelques centaines d'émeutiers. La répression a très vite suivi : recours à des gendarmes en provenance de l'Hexagone, au GIGN et au RAID, interpellations, condamnations à des peines de prison ferme... Un refus de l'obligation vaccinale par les personnels hospitaliers et les pompiers ainsi que la colère suscitée par la suspension de plusieurs soignants ont provoqué l'embrasement. En effet, c'est après qu'un collectif d'organisations syndicales et citoyennes ait, le 15 novembre dernier, appelé à une « grève générale » pour s'opposer à l'obligation vaccinale et aux sanctions, que des barrages routiers ont été mis en place et qu'ont débuté les destructions de biens publics et privés, les pillages et les affrontements avec les forces de l'ordre. Le gouvernement, le représentants local de l'État et le Président de la République ont d'abord mis en avant une volonté de

fermeté. Le porte-parole du gouvernement a affirmé que l'Etat ferait preuve de fermeté et dénoncé « la petite minorité qui essaye d'instrumentaliser cette situation ». Le préfet de la Guadeloupe a déploré « l'organisation de manifestations non déclarées dont le but est de perturber l'ordre public ». Emmanuel Macron a demandé qu'il ne soit pas cédé « au mensonge et à la manipulation ». Mais, quelques jours plus tard, il a pu être constaté une nette évolution : la gestion de la crise par le pouvoir macronien est passée d'une séquence dénoncer et réprimer à une séquence dialoguer et lâcher du lest. Le Premier ministre a organisé une visioconférence avec les représentants syndicaux et les élus guadeloupéens. Le ministre des Outre-mer a réuni les maires de la Guadeloupe en visioconférence. L'instauration de l'obligation vaccinale des soignants concernant les Antilles a été repoussée au 31 décembre et il a été

annoncé la mise en place d'un accompagnement individuel pour les soignants refusant la vaccination. Enfin, lors d'une allocution télévisée destinée à la population guadeloupéenne, il a été fait une annonce que personne n'attendait.

Une question « hors sujet »

Le 26 novembre dernier, disant avoir perçu « en creux » que certains élus guadeloupéens souhaitaient « plus de liberté de décision par les décideurs locaux », le ministre des Outre-mer a déclaré que le gouvernement était disposé à mettre sur la table la question de l'autonomie et expliqué : « Il n'y a pas de mauvais débats du moment que ces débats servent à résoudre les vrais problèmes du quotidien des Guadeloupéens ». Cette annonce a très vite donné lieu à de nombreuses réactions. A droite, à gauche ainsi qu'à la Guadeloupe, elles ont toutes été défavorables ou empreintes de défiance. Marine Le Pen y a vu une tentative « d'acheter les indépendantistes radicaux ». Xavier Bertrand a dénoncé une « fuite en avant » et « une forme de démembrement de l'unité nationale ». Jean-Luc Mélenchon (La France Insoumise) a affirmé qu'il était prioritaire de résoudre « l'urgence sociale et sanitaire ». Victorin Lurel, sénateur Parti Socialiste de Guadeloupe et ancien ministre des Outre-Mer, a souligné que l'autonomie est « une demande des élus mais pas forcément de la population » et ne fait pas partie des revendications des syndicats. Plusieurs autres élus guadeloupéens ont montré leur irritation d'être pris au dépourvu en communiquant que s'agissant des compétences de l'État, ils exigeaient « la venue en Guadeloupe d'une délégation interministérielle permettant d'apporter des réponses aux problèmes des Guadeloupéens,

en lien avec les propositions des élus ». La question de l'autonomie est « hors sujet » a de son côté répondu Elie Domota, emblématique figure du syndicalisme guadeloupéen et porte-parole du collectif syndical. En revanche, ce qui n'était sans doute pas un effet recherché, la déclaration du ministre des Outre-mer n'a pas déplu aux nationalistes de chez nous. Ils y ont vu une occasion de relancer la revendication d'un statut d'autonomie pour la Corse. Ils ont fait remarquer que le pouvoir macronien accordait plus d'attention à quelques centaines d'émeutiers ne demandant aucune évolution institutionnelle, qu'à 70 % de votants ayant accordé leur confiance à des candidats ouvertement autonomistes ou indépendantistes.

Grâce girondine ?

Il est compréhensible que le pouvoir macronien ait ouvert le dialogue et repoussé au 31 décembre l'application de l'obligation vaccinale concernant les soignants. Des appels à la grève générale et la violence ayant gagné la Martinique et un mouvement de grève se dessinant en Polynésie, il était indispensable de consentir des gestes d'apaisement pour contenir la fronde montante et préserver des activités économiques reposant essentiellement sur la fréquentation touristique. Par ailleurs, à quelques mois des élections présidentielles, privilégier l'intransigeance et la répression aurait dangereusement accentué l'image d'un Emmanuel Macron autoritaire, peu soucieux d'être à l'écoute du peuple et incapable de maintenir ou rétablir la confiance dans l'action de l'État. Le pouvoir macronien peut d'ailleurs d'autant moins jouer les cartes de l'intransigeance et de la répression qu'un conflit violent pourrait, dans les jours qui viennent, éclater en Nouvelle-Calédonie du fait du



maintien du referendum d'autodétermination en dépit de l'appel des indépendantistes à le boycotter. Mais pourquoi, sans la moindre préparation et la plus élémentaire pédagogie, le ministre des Outre-mer a-t-il été jusqu'à évoquer, la perspective d'une autonomie de la Guadeloupe alors que personne ne la revendiquait ? Le pouvoir macronien a-t-il été touché par la grâce girondine ? Rien n'est moins sûr. Il semble plutôt qu'ayant jugé que la crise de ces derniers jours avait pour fondement réel des problèmes économiques et sociaux aussi anciens que structurels et qu'il était incapable d'apporter des solutions, il veuille inciter les plus défavorisés des Guadeloupéens,

et aussi des Martiniquais, à la passivité et à la résignation en instillant la peur d'une moindre présence de l'État et d'une remise en cause des politiques d'assistanat. Xavier Bertrand n'a sans doute pas eu tort de dénoncer une « fuite en avant ». La Guadeloupe et la Martinique sont dans la rue et y seront peut-être encore quelque temps. Au vu de l'improvisation de ces derniers jours, le pouvoir macronien et probablement aussi l'État si Emmanuel Macron est réélu, sont à la rue et ne sont à la veille de trouver le bon chemin.

• Pierre Corsi

BULLETIN D'ABONNEMENT

Société :

Nom, prénom :

Adresse :

- 6 mois au prix de 55€ au lieu de 57,20€
- Abonnement 1 an au prix de 100€ au lieu de 114,40€
- Abonnement 2 ans au prix de 180€ au lieu de 228,80€
- Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du « Journal de la Corse »
- Règlement par mandat administratif
- Règlement par virement : CCM AJACCIO 10278 07906 00020738840 65
IBAN FR76 1027 8079 0600 0207 3884 065
BIC CMCIFR2A
- Je désire une facture

A retourner au : Journal de la Corse / 2, rue Sebastiani / BP 255 - 20180 Ajaccio Cedex 1 / Tél. 04 95 28 79 41 - Fax : 09 70 10 18 63
Annonces légales : journaldelacorse@orange.fr

Crise aux Antilles : les raisons de la colère

Depuis la mi-novembre, la Guadeloupe et la Martinique sont secouées par des émeutes. Derrière la protestation déclenchée par la vaccination obligatoire pour les soignants et la suspension de ceux qui la refusent, c'est une crise beaucoup plus profonde qui secoue les Antilles, engendrée par une situation socio-économique et politique spécifique à ces territoires d'Outre-Mer. Quinze jours après le début des troubles, le gouvernement semble reconnaître ce fait, et propose même, contre toute attente, de discuter d'une autonomie future.



Au vu de la tournure des événements, difficile effectivement de limiter les émeutes en Guadeloupe et l'extension des troubles à la Martinique à une protestation factuelle. Des tirs à balles réelles ont visé les véhicules de gendarmes, des pillages de banques, de magasins d'alimentation et de pharmacies se sont multipliés, des affrontements avec les forces de l'ordre ont fait des blessés, les écoles ont été fermées, le couvre-feu a été déclaré...

De quoi la crise est-elle le nom ?

Si les émeutes ont été effectivement déclenchées par des revendications liées à la crise sanitaire, elles recouvrent des problèmes bien plus profonds. Les Mouvements à la tête des

mobilisations, ainsi que les élus, mettent en avant les différentes raisons de la colère : les inégalités sociales renforcées par la crise sanitaire, le coût de la vie plus chère de 12% par rapport à la métropole, la baisse du pouvoir d'achat, le boom du chômage des jeunes, le manque d'accès à l'eau potable dans certains zones et l'absence d'infrastructures ou leur vétusté, les suites du scandale du chlordécone, un pesticide qui a contaminé les terres et les habitants... Quant à la pandémie elle-même, au moment où elle enregistrait en juin dernier l'un de ses plus hauts pics, le quota était de seulement deux infirmiers pour 100 patients ! Au lieu de prendre des mesures d'envergure pour pallier aux graves problèmes structurels et anticiper sur la crise qui ne

pouvait qu'en découler, ce sont... les sanctions de personnels, dans un contexte déjà tendu, puis la surenchère sécuritaire qui ont initialement été mises à l'ordre du jour, mettant un peu plus le feu aux poudres.

Le couvre-feu et des blessés

Suite à une Grève générale, lancée le 15 novembre et accompagnée de multiples incidents, le Ministre de l'Intérieur n'a répliqué dans un premier temps que par des sanctions contre les manifestants et l'envoi de renforts policiers venus de la Métropole, dont une cinquantaine de membres du GIGN et du Raid. Les affrontements qui ont opposé pompiers grévistes et gendarmes ont fait des blessés, entraînant plusieurs dizaines de mises en garde à vue. En première ligne, les pompiers seraient en grande majorité non-vaccinés : entre 70 et 75 %, selon Jocelyn Zou, responsable syndical Force ouvrière. Ils sont touchés de plein fouet par les sanctions de suspension décidées par l'Etat, qui devaient prendre effet le 15 novembre, jour de l'appel à la grève générale. Le 19 novembre, le préfet de Guadeloupe a décrété un couvre-feu entre 18 h et 5 h du matin, jusqu'au 23 novembre, prolongé ensuite jusqu'au 28.

La peur d'un embrasement

Alors que l'appel à la grève générale s'est étendu le 22 novembre à la Martinique et que le conflit menace de s'installer dans la durée, dans les deux îles, l'Etat a très sensiblement modifié sa stratégie pour ouvrir la voie au dialogue. Il redoute visiblement un enlisement qui serait très préjudiciable à Emmanuel

Macron et sa majorité, à quelques mois de l'élection présidentielle. Le gouvernement a sans doute peur également de l'interprétation par certains de la situation comme une « sécession » ultramarine, et de l'affaiblissement qui en résulterait pour l'image de la France... La hantise de la résurgence d'une contestation politique violente, qui s'était manifestée à plusieurs reprises par le passé, croisant l'émergence d'un nouveau discours politique dit décolonial, fait craindre un embrasement qui pourrait devenir incontrôlable et avoir des suites dans l'Hexagone. Cette perspective, à un moment particulièrement sensible de la vie politique française – l'approche de la Présidentielle – semble avoir incité le gouvernement à changer son fusil d'épaule quant à la gestion de la crise.

Le jour-même où la grève générale a touché la Martinique, le premier ministre Jean Castex organisait une réunion à Matignon avec les élus de Guadeloupe, qui ont souligné à leur sortie la dimension insurrectionnelle prise par les événements. Ils ont aussi enjoint l'Etat à résorber les inégalités entre leur territoire et l'Hexagone, terreau de la crise actuelle. Jean Castex a annoncé quant à lui, dans un premier temps, la création d'une instance de consultation pour accompagner vers la vaccination les professionnels de santé... A la même date, Emmanuel Macron, sortant pour la première fois de son silence sur le sujet, a lancé un appel au calme et assuré la Guadeloupe de la solidarité de la Nation face à ce qu'il reconnaît être « une situation très explosive ». Le Président de la République a par ailleurs demandé de « ne rien céder au mensonge et à la manipulation » ...

Les Métropolitains et les oubliés de l'Outre-Mer...

Sur place, les revendications sociales sont très explicites. Une hausse des salaires et des minima sociaux est réclamée. En Guadeloupe, 34,5 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La misère et les larges inégalités sociales sont renforcées par la crise sanitaire. Si les salariés du secteur public, regroupant des Métropolitains et une partie des classes favorisées locales, ont continué à toucher leur salaire largement supérieur à celui de l'Hexagone, et qu'une partie de ceux du secteur privé, plus touchés par la crise, ont eu accès au dispositif national (chômage partiel, notamment), ce n'est pas le cas de nombreux actifs non déclarés, en majorité autochtones,



et faisant partie des milieux les plus défavorisés. Oubliés des statistiques et des études de l'INSEE, ils constituent une économie invisible mais bien réelle. Derrière la dénonciation d'injustices sociales pointent ainsi des protestations d'ordre identitaire, notamment contre les arrivants de la Métropole, aux salaires beaucoup plus importants que ceux de la majorité des autochtones. La paupérisation, amplifiée par le Covid, exacerbe les tensions socio-ethniques, dans des territoires très marqués par l'histoire de l'esclavage et le racisme.

Un chômage vertigineux

Sur place, les revendications sociales sont très explicites. Une hausse des salaires et des minima sociaux est réclamée. En Guadeloupe, 34,5 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La misère et les larges inégalités sociales sont renforcées par la crise sanitaire. Si les salariés du secteur public, regroupant des Métropolitains et une partie des classes favorisées locales, ont continué à toucher

leur salaire largement supérieur à celui de l'Hexagone, et qu'une partie de ceux du secteur privé, plus touchés par la crise, ont eu accès au dispositif national (chômage partiel, notamment), ce n'est pas le cas de nombreux actifs non déclarés, en majorité autochtones, et faisant partie des milieux les plus défavorisés. Oubliés des statistiques et des études de l'INSEE, ils constituent une économie invisible mais bien réelle.

Derrière la dénonciation d'injustices sociales pointent ainsi des protestations d'ordre identitaire, notamment contre les arrivants de la Métropole, aux salaires beaucoup plus importants que ceux de la majorité des autochtones. La paupérisation, amplifiée par le Covid, exacerbe les tensions socio-ethniques, dans des territoires très marqués par l'histoire de l'esclavage et le racisme.

Un pesticide maintenu sur le Marché malgré sa nocivité connue

Le contexte local par rapport à la vaccination est très marqué en fait aussi par le scandale



du chlordécone, un pesticide mis sur le marché dans les Années 70. Si les États-Unis en ont interdit la vente sur leur territoire en 1977, à cause d'intoxications avérées, l'État français ne l'a pas retiré, le laissant être largement utilisé, notamment dans les plantations de bananes. Il a suscité de graves problèmes sanitaires et environnementaux et une défiance accrue envers le Gouvernement. Si une procédure judiciaire est enfin en cours, elle a été très tardive et de nombreux Guadeloupéens et Martiniquais assimilent ce scandale au vaccin, persuadés que ce dernier peut aussi conduire à un empoisonnement. L'une des revendications actuelles des syndicats est d'ailleurs la prise en charge totale des tests de chlordéconémie, maladie liée à ce pesticide.

Le détonateur

L'UGTG, Union générale des travailleurs guadeloupéens, a appelé à poursuivre la

contestation, cette mobilisation traduisant « la profondeur des souffrances, des inégalités, de la pauvreté et de l'exclusion subies par la population ». Un constat non réfuté pas le Président de la région Guadeloupe Ary Chalus, macroniste en rupture de ban : « Nous avons plus de 40 ans de retard par rapport à l'Hexagone au plan du développement économique ». Selon Olivier Sudrie, « Cette crise sporadique pourrait être le détonateur d'une crise sociale beaucoup plus profonde ». Dans un territoire où l'économie informelle est très importante, les acteurs de ce secteur « n'ont pas été sous le robinet des aides sociales : mécaniquement, les inégalités ont augmenté. »

Vers l'Autonomie de la Guadeloupe et de la Martinique ?

Alors que différents travaux interministériels ont été mis à l'ordre du jour, ainsi que des réunions de diverses instances politiques

locales, les élus avaient demandé, lors de la réunion organisée au Ministère, l'ouverture d'un débat sur une évolution du statut de la Guadeloupe. Le 26 novembre, Sébastien Lecornu a assuré, dans une déclaration inattendue, que le gouvernement serait « prêt à parler », et que lui-même n'avait « aucun tabou », quant à la question d'une future autonomie. Le Ministre des Outre-Mer a également annoncé le financement de 1 000 emplois aidés pour les jeunes, avec un accompagnement spécifique et une formation, dans le secteur non marchand, pour soutenir les collectivités ou les associations sociales, sportives, environnementales du territoire. Selon Roselyne Bachelot, Ministre de la Culture, interrogée sur Europe 1 au sujet d'une éventuelle baisse des dotations de l'État en cas d'évolution institutionnelle en Guadeloupe, « il peut y avoir des démarches d'autonomie. On l'a vu dans certains secteurs, on l'a vu par exemple dans la Collectivité de Corse, mais l'Etat est toujours présent et l'Etat n'abandonnera pas ces territoires, évidemment ».

L'obligation vaccinale pour les soignants et les pompiers, point de départ des émeutes, a été reportée au 31 décembre. La suspension de la rémunération pour les soignants et pompiers qui accepteraient les échanges individuels décidés par l'Etat, sera levée durant toute la durée de cette procédure.

Une lecture politique des émeutes

Quinze jours après le début des émeutes dans ces « derniers confettis » de l'empire colonial français, si voués à l'oubli par leur éloignement de la Métropole, en dehors de périodes de troubles, la « crise des Antilles » est enfin l'objet d'une lecture politique. Emmanuel Macron avait reconnu lui-même le 22 novembre que la situation est « liée à un contexte local, à des tensions qu'on connaît, qui sont historiques ». Il aura cependant fallu attendre plus de deux semaines pour qu'un membre du gouvernement ne se rende sur place. Serait-ce pensable, si une situation analogue survenait dans un territoire métropolitain de la République ? Le 27 novembre, Deux députés corses – Jean-Félix Acquaviva et Paul-André Colombani – ont réclamé l'ouverture d'un dialogue autour de l'autonomie de l'île, à l'image de ce qui a été proposé en Guadeloupe.

• Petru Ghjaseppu Poggioli



Paul-André Colombani

@pacolombani



Qu'en est-il de la Corse où ns ne cessons d'amorcer le dialogue et de faire part de ns revendications de manière démocratique ? Où ns travaillons pour faire évoluer notre statut ? Où les nationalistes sont majoritaires ?

L'état ne peut + ns ignorer.

@SebLecornu @EmmanuelMacron

Un État tout-puissant mais irresponsable

L'état français traverse une période difficile et peine à affronter les difficultés qui s'accroissent sur son chemin. Et cette faiblesse est une mauvaise nouvelle pour la Corse.



Une politique de l'état

Le Premier ministre vient une fois encore de repousser sa venue en Corse la reportant au « début de l'année prochaine ». C'est dire que pour lui et ses services, la Corse est loin de représenter un sujet de première importance. Il est vrai que le référendum de Nouvelle-Calédonie, les émeutes guadeloupéennes, le désordre mafieux de Mayotte et la campagne présidentielle, relègue notre situation à un rang subalterne. Je ne me suis jamais privé de critiquer les majorités placées à la tête de notre région parce que j'estime que sans la critique les pouvoirs ont toujours tendance à dériver. Mais une telle règle s'applique également cet état qui porte une lourde responsabilité dans nos difficultés à agir de façon mature. Un simple petit retour en arrière suffit à en faire la démonstration. Gaston Defferre en 1982 créa le premier statut de la Corse qui du fait de l'intransigeance du FLNC et de la bêtise des clans a viré au capharnaüm. Après une période d'intense répression menée par Charles

Pasqua, en 1989, profitant du scandale du Rainbow Warrior, l'aile progressiste de la majorité de gauche élimine les vieux conservateurs du PS et prépare le second statut présenté par le ministre Pierre Joxe. Le PS privilégie alors le contact avec le FLNC Canal habituel/MPA accompagnant cette recherche d'appuis locaux de valises de billets. Quelques années plus tard, le Canal historique semble dominer la clandestinité et s'attire les faveurs de la droite menée par Charles Pasqua. Le processus d'appuis occultes est alors inversé avec pour clou du spectacle la scandaleuse conférence de presse de Tralonca, préparée dans les locaux du ministère de l'Intérieur. Résultat : la recrudescence des assassinats entre anciens frères d'armes clandestins et, in fine, l'assassinat du préfet Erignac. Depuis la ligne politique de l'état en Corse a été une succession de postures paradoxales et à peu près illisibles sur le moyen et le long terme.

Des fautes et des crises en tous genres

Les erreurs d'un état se révèlent d'abord à ses marges. Force est de constater que la Corse, pour l'instant, ne s'y situe pas encore. Les territoires les plus touchés par une crise protéiforme sont en ce moment même les plus éloignés de Paris et ceux habités par des citoyens de seconde zone, dont la peau est d'une couleur sombre. La Guadeloupe, la Martinique, Mayotte et la Nouvelle-Calédonie sont en proie à des troubles d'une immense gravité à la limite de la guerre civile. Sans grande intelligence, le pouvoir a choisi d'y envoyer plus de forces policières alors que les raisons de la colère sont multiples : sociales, économiques, raciales et sanitaires. Aux Antilles c'est le pass sanitaire qui a déclenché

l'incendie, parce que le scandale du chlordécone, cet insecticide cancérigène autorisé dans ces territoires ultramarins sous pression du lobby blanc bananier, est resté dans toutes les mémoires et dans les chairs. Difficile d'aujourd'hui faire confiance à des services de santé qui ont accepté d'avaliser l'usage intensif de ce poison. En Nouvelle-Calédonie, le pouvoir maintient la date d'un référendum qui, sans la participation des Kanaks, aggravera la crise plutôt que de la régler.

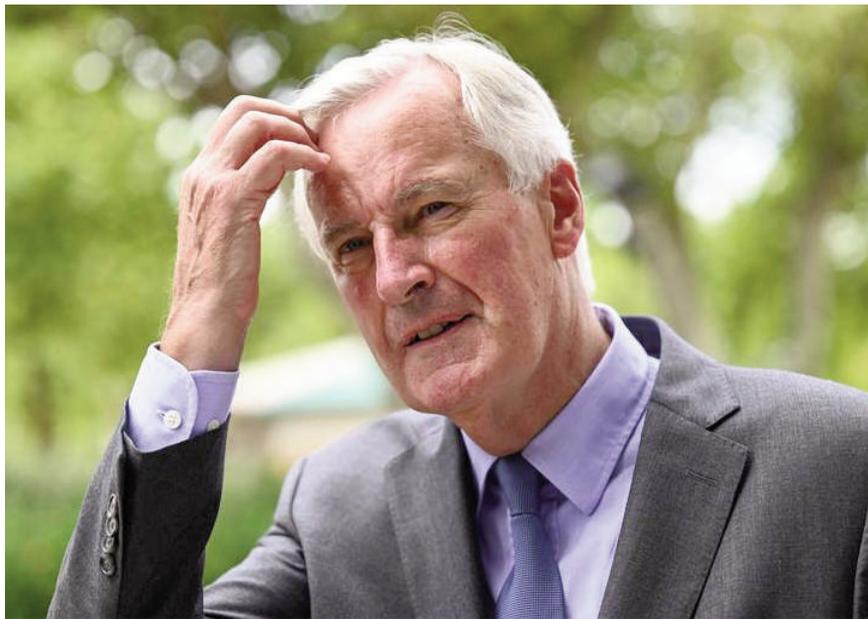
Une crise économique et sociale

Mais cette crise est aussi bel et bien présente en métropole. Les grèves se multiplient parmi les petits salariés notamment dans la grande distribution. L'inflation, le gel des émoluments, l'augmentation des prix de l'alimentation, des carburants, précipitent des centaines de milliers de familles dans la grande pauvreté. Pour l'instant la Corse est épargnée. Mais les troubles vont nous toucher et ils vont mettre en porte-à-faux une majorité nationaliste qui n'aura mis l'accent que sur la question du statut politique confondant idéologie et gestion humaine. La Corse possède ses propres maux. Mais viennent s'y ajouter par capillarité ceux de la France dont le centralisme fait eau de toutes parts sous la pression de la mondialisation. Prenons cependant conscience que nos problèmes n'ont rien d'essentiel aux yeux d'un pouvoir qui face à l'adversité se contracte. Si Emmanuel Macron est élu, ce qui semble être l'hypothèse la plus probable, il faudra bien composer avec ses services.

• GXC

Visitez notre site internet : www.journaldelacorse.corsica

Le Grand Barnier



Michel Barnier

-« Nom, prénom, date et lieu de naissance? »
 -« Barnier Michel le 09.01.51 à La Tronche! »
 -« Où? »
 -« A La Tronche!!! »
 -« Soyez poli jeune homme! Personne suivante! »
 -« Mais je suis né à La Tronche!!! »

Putain Barnier! Le Barn's! Et si c'était lui? Il y a quelques jours lors d'un passage sur la matinale d'une chaîne info, quand le journaliste lui demande, entre vice et malice, s'il ne cultivait pas une ressemblance avec le Général de Gaulle il répond, droit comme un cierge, que ressembler au Général est une chose, mais cultiver et perpétuer la vision et les valeurs de De Gaulle est autrement plus indispensable à la patrie. Oh le champion! Oh le bel homme! Oh la bête de concours!

Dès son enfance à La Tronche donc, près de Grenoble, Michel développe une précocité à fatiguer autrui remarquable. Lors des repas de famille il a pris l'habitude, au moment du dessert, de se lever et d'entonner une Marseillaise prépubère qui fait le bonheur de ses parents mais qui gonfle prodigieusement le reste de la tribu. « *Un café l'addition* » c'est devenu la règle chez les Barn's et apparentés, afin de s'éviter le stress de fin de banquet. Sur

sa lancée, les semelles bien fartées, il prend sa carte à l'UDR, le parti gaulliste, à 14 ans. Au lieu de l'amener illico chez le psy, papa et maman applaudissent des deux mains. Ce sera le seul et unique triomphe public de sa carrière politique. Tous les témoignages des survivants et rescapés des meetings et réunions politiques du Grand Barnier convergent: le bougre est un serial killer qui pratique, dans ses discours, involontairement l'hypnose. Beaucoup n'ont pas pu ou voulu se réveiller. Malgré ce lourd handicap à l'oral, le Barn's par lui-même convaincu de lui-même (ça va vous suivre?), entame une ascension fulgurante. Il y a les politiques brillants dont on dit « *ils ont fait une belle carrière* ». Pour le Grand Barnier c'est selon que l'on soit catho (comme lui) ou mécréant. Le catho dira que le Michou aurait battu le record de la traversée de la Mer Morte avec ses pieds comme des planches, le mécréant aurait joué les chiffres de sa naissance à l'euromillions. D'une enfance sans histoire le Miche ne garde que de bons souvenirs à l'exception d'un cauchemar. Le cauchemar de la crêperie. Petit, Barnier était déjà grand. Beaucoup plus que ses copains. La bande avait pris l'habitude de se rendre dans

une crêperie de Grenoble, et les gamins attendaient le moment de la commande. Quand la serveuse demandait: « *les crêpes? Sucre ou Grand Mamier?* », à l'unanimité moins une, « *au Grand Barnier!!!* ». Les enfants sont cruels. Depuis quel que soit le lieu, le sujet, dès que Michou entend au détour d'une phrase « *le grand...* » il ne peut s'empêcher de hurler « *au sucre au sucre!* ». C'est devenu, avec le temps, sa manière de crier « *au secours!* »! Ce qui, selon le contexte, peut provoquer un malaise certain. Dernièrement invité par un de ses soutiens, le Maire du Touquet Daniel Fasquelle, au salon du livre de la commune, il tombe sur un débat littéraire autour de l'œuvre d'Alain Fournier. Quand l'intervenant va citer Le Grand M..., le Barn's s'égosille « *au sucre au sucre* ». Pendant qu'on exfiltre Barnier, un militant demande au Maire si Michou n'abuse pas du bicarbonate...

L'autre obsession du Grand Barnier s'appelle Pierre Mazeaud. Rares sont les hommes politiques à avoir un parcours d'homme avant le début de leur carrière. Mazeaud a pour lui une vie incroyable, jalonnée par les exploits, le goût du risque, les drames et les plus grandes épopées. Il a affronté à mains nues la fureur des éléments. La foudre a percuté sa cordée emportant quatre de ses compagnons. Il est l'un des premiers à planter son piolet au sommet de l'Everest. Son nom est associé au pic des montagnes les plus dévoreuses de vies humaines, gravies à la force des phalanges et du poignet. Il est une légende de l'alpinisme. Professeur de droit le jour, il est le fruit d'une longue dynastie de juristes, il s'encanaille la nuit dans les vapeurs d'alcool, drague les filles sur des notes de jazz et fait la java sur le pavé de Saint-Germain, tout en rêvant des Dolomites. Il s'oppose à la politique coloniale, écrit des brulots sous pseudo dans Le Libertaire, journal anarchiste. Michel Debré le convainc de s'engager dans le parti gaulliste. Il devient alors l'insoumis de droite menant de front plusieurs vies, mêlant politique, droit, beuveries avec ses potes pour toujours finir par grimper vers son paradis blanc. Alors en ce jour de 1973 quand le Barnier de 22 ans, nommé chargé de mission auprès du Secrétaire d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports, Pierre Mazeaud himself, le choc des cultures est en marche. Si la fumée monte au ciel, les volutes du cigare de Mazeaud s'accumulent sous le plafond de son bureau. Juste où le grand dadais ouvre ses naseaux. Ces deux savoyards ne sont pas de la même planète. Entre le furet de la vallée et le grizzli des sommets

absolument rien ni personne ne peut établir la connexion. Le 30 octobre dernier, Mazeaud, 92 ans, donne une interview au Point. L'hebdo lui décline le casting des candidats à la primaire des LR. Quand vient le tour du Barnier la sentence du vieux lion est sans appel: « *Un nul un imbécile* ». Son coup de griffe est une récidive. Et c'est là que cela en devient savoureux pour la Corse. Si sur un malentendu tamentu le Barn's se retrouve à l'Elysée dans 5 mois, il sera bon de lui rappeler le passé. Son passé. Retour en 96. Michou est Président du Conseil Général de Savoie. Dans une interview publiée par l'Evènement du Jeudi, le Président de la Commission des Lois de l'Assemblée Nationale Pierre Mazeaud(RPR) s'en prend vertement à plusieurs membres du gouvernement et de la majorité. « *Le pire - déclare-t-il, après avoir évoqué la situation en Corse - c'est quand j'entends cet imbécile de Barnier parler de fusionner les deux Savoie, il incite au séparatisme* » accuse Mazeaud. Que s'est-il passé pour que le Barn's qui ne passe pas pour

être un franc-tireur se retrouve dans cette aventure ? Le leader de la Ligue savoissienne, mouvement indépendantiste, un certain Patrice Abeille, qui deviendra le premier « *chef du gouvernement provisoire de la Savoie* » en exil à Genève, passe un accord avec le Miche. « *Si tu milites pour la fusion nous t'apportons nos suffrages* ». Ni une ni deux, lancé comme un frelon, Barnier se range à l'injonction de l'Abeille. 7% d'intention de vote ce n'est pas rien. Las le vieux lion du haut de sa tanière a anticipé la gesticulation du précieux de La Tronche. Et quand le fauve déverse dans la vallée une avalanche de quolibets, le Grand Barnier qui n'a jamais eu la conviction chevillée au corps, se réfugie dans son chalet en attendant des jours meilleurs. En ce début de campagne, Éric Z., d'un Z qui veut dire Zaza Napoli, est au pupitre et impose sa partition à tous les autres candidats. Comme son programme, qui se résume à mettre les arabes sur un bateau et les jeter à la mer, trouve un écho dans les sondages, le Barn's veut être du voyage en tant qu'armateur et même en

capitaine. Il dégaine son référendum et tance vertement Bruxelles. Montebourg pense à récupérer leur pognon avant de les jeter à la baïlle. Bel équipage. Entre les dingos qui se présentent et les idiots qui sont sondés on est bien outillé. Dans ce monde devenu fou, cette planète menacée d'implosion par la surpopulation, des fous furieux construisent des sous-marins nucléaires, les vendent des milliards à des dingues qui les achètent. Oh les australopithèques! Vous voulez faire la guerre à qui? Au grand requin blanc? En Corse Zaza a rendu hommage au Front pour sa contribution à la préservation du littoral. Ce n'est que le début il faut s'attendre à tout. Avec l'offre politique que l'on nous sert le pire est à venir. Si le Grand Barnier se pointe un jour en tant que candidat désigné par la droite... « *Au sucre au sucre...* »

Sgaiuffu

Carl'Antò I PUTTACHJI

La vision...

Air Corsica a toujours fait preuve d'anticipation et d'une grande clairvoyance mais aujourd'hui, cela dépasse l'entendement. Alors que la crise Covid redouble, ne voilà-t-il pas qu'ils ont prévu le tour des capitales européennes pour alourdir le déficit. Or, ce n'est pas grave, avec les subventions le déficit sera comblé mais il faut justifier absolument les hauts salaires de la direction.

La dérive financière

Epinglé demièrement dans quelques affaires financières, le Crédit Agricole a passé la vitesse supérieure. Ils ont décidé aujourd'hui d'apporter une autre fonction à leurs différentes agences, celle de transaction immobilière. Les agriculteurs n'ont qu'à bien se tenir, les ventes de terrain en cours de saisie vont s'arracher.

Napoléon les pieds dans l'eau

Une canalisation qui pète et voici Ajaccio bloqué ! Une flaque de 500 m² a mis la ville d'Ajaccio à l'arrêt pour la journée. Les Ajacciens ont du souci à se faire pour les années à venir.



L'Alta Rocca : Une communauté de communes mer et montagne

La Com'Com de l'Alta Rocca, avec ses 18 communes et 680 km² d'environnement c'est un tableau vivant, le jardin d'Eden de la Corse avec ses quatre saisons bien distinctes. L'hiver malgré la neige et les journées sans soleil qui sont rares c'est un plaisir que de « *chevaucher* » en voiture, déambuler le long de ces routes et admirer les paysages avec parfois des montagnes qui « *crachent* » des nuages comme des volcans et pas loin, la mer avec ses rivages à couper le souffle.

À visiter, les moulins à huile, la forteresse préhistorique monumentale de Coucouroux témoignant de 37 siècles d'histoire. En décembre une rareté, les crèches de Noël installées sur les trottoirs devant les habitations, c'est à qui rivalise d'ingéniosité et de talent.



Couvent St-François

Il y a aussi le joli hippodrome de Zonza-Viseo bâti en 1928 et connu de toute la sphère hippique. Tout le monde ne sait pas que c'est le champ de course le plus haut d'Europe. Il est situé au pied d'un site classé, dans un cadre unique et c'est un joyau à protéger. C'est cette architecture paysagère que veulent absolument préserver les 18 édiles pour leurs quelques 8500 habitants.

Compétences de la Communauté de communes

Les services initient, encouragent et accompagnent l'utilisation du bois pour

l'énergie d'autant qu'il y a ce qu'il faut dans la région pour les administrés sans qu'ils soient obligés de se fournir ailleurs. Des études ont été réalisées concernant un projet de centrale-bois soutenu par la Communauté de Communes. Le but étant de travailler en cohésion pour l'entretien des forêts communales dans l'intérêt de tous. La Com.com participe au soutien de l'équipement numérique dans les lieux scolaires, collège de Levie, écoles et centres aérés du territoire. La surveillance est accrue au niveau de tous les travaux réalisés ou en cours. Il est également hors de question qu'il y ait des zones « blanches » au niveau de la téléphonie la Communauté de Communes se bat pour cela. Actuellement l'institution rachète un moulin hydraulique à huile à Tallano pour revaloriser son patrimoine. La Communauté de Communes de l'Alta Rocca est fière d'avoir certaines compétences comme la DFCI, le Développement territorial et économique, mais également une partie de l'action sociale. Durant la période Covid un dispositif a été initié en direction des personnes en difficulté. Des bons d'achat ont été distribués, il s'agissait de consommer « local » et favoriser les circuits courts. Une Maison France Service dont toute la population alentours bénéficie vient d'être créée à Levie en lieu et place de l'ancienne trésorerie. Les maires luttent contre la fracture numérique et l'alphabétisme numérique. Ils veulent que ceux qui désirent vivre en Alta Rocca aient les moyens de s'implanter. Le maillage du territoire est capital services publics, épicerie, stations essence, pharmacies.... Médecins et infirmiers surtout, pompiers et ambulanciers.... Les

élus de la communauté de communes sont attentifs à tout cela dans l'intérêt de tous. Leur seul but que tous ceux qui vivent en Alta Rocca soient heureux et rassurés de vivre aussi « haut ». La com'com n'oublie pas ses anciens, pour les personnes âgées ou isolées des plateaux-repas sont livrés grâce à la cohésion sociale com'com-mairies.

Ordures ménagères

La collecte des ordures ménagères en Alta Rocca est effectuée par la Communauté de communes et n'a généré aucune augmentation en 2021. Le traitement est effectué par le Syvadeq, lequel a un projet très attendu de



Solenzara

recyclage des déchets sur le territoire. Une étude est en cours afin d'optimiser la collecte et le tri. Il faut trier car le tri a un coût, si des efforts sont faits ils permettront d'ajuster au mieux la facture des particuliers tout en préservant l'environnement. Ça vaudrait le « coût de faire

coup double ». Les élus ne s'en cachent pas, il y a un travail de fond à faire mais une partie de la solution ici comme ailleurs c'est le tri. Enfouir n'est pas l'idéal, dans quelques siècles les chercheurs qui effectueront des fouilles ne seront pas très contents de retrouver nos poubelles fossilisées et en seront peut-être bien même écœurés. Ils se demanderont probablement quel genre de personnages nous étions. Bien entendu un service « encombrants » existe, les jours de passage sont indiqués en mairie.

Le barrage hydroélectrique du Rizzanese-Matrale

Le barrage du Rizzanese ou barrage de Zoza situé à 530 m d'altitude à cheval sur Sorbollano et Levie est le plus puissant de Corse. Il s'agit d'un ouvrage magnifique réalisé par EDF il y a presque une dizaine d'années. Il faut rappeler qu'à l'époque un investissement de 1,5 Md € avait été engagé par EDF dans le cadre du plan énergétique de la Corse avec en vue une interconnexion Sardaigne-Corse. La mise en eau du barrage avait débuté en mai 2012 et consistait à remplir par paliers le réservoir créé avec une première montée du plan d'eau à 25 m de hauteur, puis 36 m ce processus étant contrôlé par les services de l'Etat et se déroulant sur plusieurs semaines. Au regard de ce qui se fait ailleurs, barrage d'Ocana - lac de Tolla les édiles de l'Alta Rocca dont le président Pierre Marcellesi regrettent de ne pouvoir créer des infrastructures sur le lac de barrage qui auraient été un plus pour les habitants et aurait dynamisé l'activité touristique.

L'avenir

L'avenir sera fait d'un aménagement et d'un équipement du territoire tirant profit de ses formidables potentialités entre mer et montagne. Il faut savoir que la Communauté de Communes de l'Alta Rocca est lauréate du Plan Avenir-Montagne-Ingénierie avec un objectif investir dans le tourisme durable. Une revalorisation des sentiers patrimoniaux est prévue avec visites de l'histoire régionale et familiale. Des aménagements aux abords des chemins seront effectués comme des parkings ou des lieux de repos (tables, bancs...) pour faire une halte. Ils n'auront peut-être jamais d'infrastructures comme celles de Tolla, mais ils ont autre chose comme les piscines naturelles de Zoza et tant d'autres lieux à vivre et à visiter dans cette belle région mer-montagne si près de la mer.



Pierre Marcellesi

Protection des sites naturels

Un projet d'études sur la sur-fréquentation de certains sites, le GR20 en particulier qui reçoit environ 100.000 personnes sur les mois de juillet et août et Bavella 900.000. C'est une abomination au regard des équilibres écologiques très fragiles, il faut absolument gérer le flux touristique qui génère des dégradations dans l'environnement et des risques corporels ou autres qui sont augmentés par le nombre de visiteurs. Il faut aussi savoir que près de 80 % du site appartient à des propriétaires privés. Les chemins de rando, les arbres de la forêt, les aiguilles se retrouvent sur des terrains familiaux. Ces propriétaires n'ont jamais rien dit depuis des années mais aujourd'hui la donne touristique a changé et les vacanciers arrivent en masse. Sur le GR20 en 2021 on se serait cru presque sur les champs Elysées à l'arrivée du Tour de France. Les propriétaires dont la situation devient pénible élèvent la voix. Ils ne sont pas intervenus jusqu'à présent parce que comme le dit Pierre Marcellesi, président de la Com'Com de l'Alta Rocca cela a un coût et prend beaucoup de temps sans compter les imbroglios de compétences des uns et des autres.

Stopper la pagaille

Mettre en place des sites Natura 2000, cibler des espaces d'intérêts communautaires en aménageant ces zones. Il faut selon Pierre Marcellesi une concertation avec tous les acteurs concernés suivant une trame bien définie, ne plus rien lâcher tout au long de l'année et ne surtout pas abandonner le sujet une fois les touristes partis, parce qu'ils reviendront et plus nombreux sans doute. Il



Castellu d'Araghju

n'est pas question d'interdire mais de canaliser cette pagaille qui règne tous les ans à la période estivale.

La main au porte-monnaie pour réguler l'affluence

De nouveaux parkings pourraient être sécurisés avec un lieu d'information-guidage tenu par des éco-gardes. Cela assurerait la prestation et le respect de cette zone magnifique et des personnes auxquelles appartiennent ces territoires ainsi que le disait un propriétaire et conseiller territorial à l'Assemblée de Corse. Pour les professionnels du canyoning ceux-ci pourraient payer une location pour utilisation de l'espace ce serait la moindre des choses. Et pour terminer l'emploi de gardes-champêtres s'avèrerait nécessaire pour la seule raison qu'ils ont autorité de verbalisation pour ceux qui ne respectent pas les règles au contraire des éco-gardes qui ne sont pas habilités.

• **Danielle Campinchi**

Prima notte di a lingua corsa à i Salini

Centu persone anu participatu à a prima notte di a lingua corsa, urganizata, a settimana scorsa, da a radiu Frequenza nostra...Canti, musiche, fole, conti, macagne, manghjà è beie, una riesciuta maiò...



Zia Margarita, Marie Jo Camabro, Pasqualone Paoletti accumagnate da Felice Bonardi è Antò Graziani

Più di centu persone, a squadra di Frequenza nostra, à l'origine di a prima notte di a lingua corsa, a settimana scorsa à i Salini, ùn aspettavu micca tantu mondu è dinò una cusì bella riesciuta. Masimu da cinque ore è mezu di sera sin' à trè ore di mane ! « L'idea hè ghjunta da tutta a squadra, spiega Felice Bonardi, animatore, festighjà a lingua corsa faci parta di i nosci priorità. Avemu cercatu à allargà un cuncettu. » Dapoi ch'ella hà scambiata di piazza, Frequenza nostra, hà pigliatu un versu novu. Un locale più maiò, d'altre persone, emissione...

Hè à mezu à issa demarchja quì chè Vincentu Ceccada è i respunsevuli anu vultutu mette in piazza a « Notte di a lingua corsa ». « Cù, aghjusta l'animatore, u fattu di sprimasi in lingua nustrali, pocu impremi i sbagli, parlà di manera naturali... »

Cusì, a « notte » hè stata principiata versu cinque ore di sera, pian'pianinu. U tempu, per a squadra di u gruppu « Eppo » (Anghjulu Torre, Francescu Spinelli, Ghjuvanni Castelli è Petru Veyrat Tristani) di falà appostu da Bastia

è di brancà i so strumenti. L'occasione, cù issa vechja nustrale, di fà sente e canzone di u so primu dischettu « Core, Timpesta ». U filu di a serata hè dighjà in piazza.

Zia Margarita, « Les vieilles canailles » è tutti l'altri...

Ma l'organizzatori avianu appruntatu qualcosa di maiò. Cantà, sunà è dinò manghjà è beie di regalù...Robba purcina, casgiu, vinu è appena più in fondu, una paghjola tamanta di suppa corsa bella calda. L'occasione di fà a leia trà lingua, cultura è tradizione...

Di tradizione, si n'hè trattatu dinò vicinu à u locale, cù un bancu dedicatu à i famosi « Fari di Mariu », stuvigli è apparati nustrali stallati da Mariu Massimi, ghjuntu ellu dinò à purtà a so petra à issa bella manifestazione. Nentru u locale, Vannina Angelini-Buresi, animatore, dà a parolla à a squadra d « Eppò » accumagnata da Cristofanu Mondoloni è Saveriu Luciani falatu da a Ghisunaccia.

Versu otte ore di sera, u locu hè bellu carcu. Felice Bonardi hè capifila di a manifestazione.

À u microfonu, a squadra di « Les vieilles canailles » (Nestor Bouttaud, Bastianu Armani, Guy Finocchi, Jean-Jules Miniconi...) Eppo s'affacca Zia Margarita cù e so amiche Pasqualone è Marie Jo Calabro senza scurdà si di « U sapientoni » Paulu Antò Squarcini è di a squadra di u Locu Teatrale (Marianna Nativi, Vero Bisgambiglia...)

U gruppu Eppo caccia i so strumenti : ghitarra, bassa, violinu, bandjò è si canta, è si balla. Appena più luntanu, Saveriu Luciani, Cristofanu Mondoloni è Mariu Cappaì cantanu una paghjella. Padoue Ortoli caccia u so



A squadra di Les vieilles canailles

organettu...U tuttu filmatu da Rémy, figliolu di Duménica Ciabrini. In fine, ghjunghje Daniel Mezzacqui à fà sente a so voce linda... « Ci hè statu un passu è vena sin' à trè ore di mane...Una riesciuta tamanta... »

Micca una nuttata sana ma guasgi. Ciò chì dà idee nove à a squadra di Frequenza nostra... « S'è a crisa sanitaria ùn si metta micca à mezu, avemu da circà à urganizà una piccula vechja nanzi à Natali... »

L'occasione di festighjà torna una volta...

• F.P.

La Covid, la maladie et la mort en Occident

Plutôt que de s'écharper sur la tactique à suivre pour combattre la pandémie, les sociétés occidentales feraient mieux de réfléchir aux défis à relever dans le futur et à la façon d'aborder la maladie et de la mort, sans les nier et sans les dramatiser.



Une crise de mutation

Chaque évènement qui bouleverse nos sociétés représente à la fois la sortie d'une époque et l'entrée dans une nouvelle. La nature, au sens général du terme, cherche à tout moment de maintenir un équilibre qui lui est nécessaire pour exister. Elle agit sans pathos sans émotion souvent avec férocité. La maladie, la mort et la prédation sont ses outils pour y parvenir. L'homme a réduit ces équilibres grâce aux différentes variétés de progrès. Les maladies reculent dans le monde grâce à la recherche scientifique. La mort, perçue comme la défaite suprême des sociétés modernes, recule chaque décennie un peu plus. Notre modernité a réussi à faire que les nécessaires efforts hier accomplis pour la simple survie permettent aujourd'hui de profiter des biens de

consommation, de rechercher le plaisir et le bien-être. Mais cette bénéfique recherche du bonheur individuel a eu deux conséquences : le taux de de fécondité des pays industrialisés a drastiquement baissé provoquant un poids de plus en plus lourd de la vieillesse qui menace désormais notre système social et ce que nous considérons comme des acquis définitifs. Nous pensions que l'histoire était fléchée allant d'un moins bien vers un mieux. Nous nous apercevons au détour des crises qu'elle est chaotique et que le seul fléchage qui existe est celui de la naissance à la mort. Or le scientisme et le technicisme nous ont laissés croire que la nature dans son ensemble avait été créée pour le seul profit de l'homme et pouvait être exploitée sans conséquence. Le résultat de notre gabegie est le réchauffement climatique à la fois conséquence des actions humaines, mais aussi recherche de nouveaux équilibres par la nature elle-même. Nous vivons donc en direct une crise de mutation peut-être la plus importante dont puisse avoir conscience l'humanité.

Une inversion occident orient

Jusqu'alors le mouvement civilisationnel allait depuis la Renaissance de l'Est vers l'Ouest. Grâce à un avantage technologique indéniable, l'Occident a imposé sa loi à la planète. Il s'est grassement enrichi grâce à la captation des matières premières sur les autres continents qui, une fois transformés, sont devenus la manne de notre civilisation américano-européenne. Aujourd'hui le courant s'inverse de deux façons. Désormais, les technologies sont largement partagées entre les peuples. Les centres de production ont déserté l'Occident pour se délocaliser essentiellement dans l'Extrême-Orient.

Toutefois, l'Occident possède encore les deux tiers des richesses produites dans le monde alors que l'Occident ne représente plus que 8 % de la population mondiale. Le ressenti en Occident est donc celui d'un déclin et d'une menace portée par les continents environnants. Et voilà que notre société avancée doit faire face à la mort et à la vieillesse. Nous ne supportons pas d'envisager notre fin. Ainsi donc le progrès ne serait pas synonyme de bonheur éternel.

Des vieux à jeter

Hier les plus anciens transmettaient qui un savoir, qui un patrimoine, qui le sentiment que l'existence avait un sens depuis la naissance jusqu'à la vieillesse depuis l'apprentissage de la vie jusqu'à sa conclusion. Désormais, il est évident que nous les vieux, nous léguons à nos petits enfants un monde en vrac, produit terrifiant de notre égoïsme et de notre imprévision. Et les jeunes générations vont devoir payer pour notre incurie, mais aussi pour nous entretenir dans de coûteux établissements gériatriques. Or, la jeunesse est en partie qui frappe à nos portes, incarnée par ces migrants qui cherchent un mieux-être et ne sont en rien responsable de la crise climatique. Mais elle est aussi présente au sein de notre propre société, sans repères, sans espérances et sans véritable avenir. La crise du COVID confronte des personnes âgées et souvent plutôt aisées tremblant de peur devant la maladie et des jeunes, peu atteints, furieux de devoir payer pour ces fantômes du millénaire dernier. Les plus riches des anciens se retrouveront des résidences spécialisées. Les plus pauvres agoniseront dans des mouiroirs. Triste futur.

• GXC

Immigration, un problème ?

Le récent naufrage dans la Manche qui a fait au moins 27 morts de migrants au nord de Calais replace ce sujet brûlant de l'immigration et de l'accueil des migrants sous le feu des projecteurs. Pourtant, la France n'est pas le pays le plus attractif de l'OCDE. France, terre d'asile ? Plus si certain.

L'épreuve des chiffres

Avec environ 277 000 entrées d'immigrés permanents en 2018 pour 67 millions d'habitants, le taux d'immigration en France s'établit à 0,4 %. Proportionnellement à sa population, la France accueille deux fois moins d'immigrés que l'Allemagne, la Belgique ou les Pays-Bas, et trois fois moins que la Suède ou l'Autriche. C'est ce qu'a établi le Conseil d'analyse économique : le flux annuel des immigrés permanents entrant en France représentait en 2019, 0,41 % de la population, deux fois moins que la moyenne de l'OCDE (0,8 %). Concernant les demandes d'asile, depuis la crise des réfugiés en 2015, la France a enregistré en moyenne 1 650 demandes pour 1 million d'habitants chaque année, soit un taux de demandes d'asile équivalent à 0,17 % de sa population. On dénombre 61 000 demandeurs d'asile arrivés dans l'Europe



en 2020, soit la moitié des chiffres de 2018 et 2019. Selon Eurostat, la France compte 7,4 % d'étrangers, l'Allemagne 10 %, l'Italie et l'Espagne 8 %, le Luxembourg 47 %. Comparée à ses voisins européens, la France se caractérise par des flux d'immigrés modérés et une part d'immigrés dans sa population relativement modeste. Si l'on regarde les chiffres avec plus d'attention, le problème n'est

pas tant dans la quantité que dans l'attractivité que représente la France. En 2021, l'Hexagone passe de la 21^e à la 19^e place de l'Index mondial compétitivité et talents élaboré par l'Insead et Accenture. La France est 16 rangs derrière les États-Unis, 7 derrière le Royaume-Uni et 5 derrière l'Allemagne. Conséquence : seuls 9 % des immigrés viennent en France au titre du travail contre 44 % au titre familial. La nature du problème de l'immigration est vraisemblablement ailleurs. La France ne fait plus rêver.

Un faux problème ?

Le regroupement familial n'est qu'une composante de l'immigration pour motif familial et ne représente que 4 % des titres de séjour de 2019. Ce motif permet à un ressortissant étranger d'un pays extracommunautaire régulièrement installé en France d'être rejoint, sous réserve de remplir certaines conditions (de logement et de ressources), par les membres de sa famille (son conjoint et ses enfants mineurs). Les chiffres du regroupement familial ne comptabilisent donc pas les titres de séjour délivrés à des membres de famille de Français ou de ressortissants de l'Union européenne (comme le Portugal, l'un des flux importants d'immigration en Corse). Le nombre de premiers titres de séjours délivrés pour motif humanitaire a doublé depuis 2010 pour s'établir à près de 40 000 en 2019, soit le même volume que ceux accordés pour raisons économiques. La hausse des entrées d'immigrés extracommunautaires en France est donc aussi liée à la montée de l'immigration économique. Quant aux coûts que cela représente dans le budget de l'État, l'OCDE a sorti la calculatrice. Résultat ? Si on compte tout ce que l'État dépense sur les migrants, de la santé à l'éclairage public, en passant par la police et les allocations, et ce qu'ils contribuent, l'écart de contribution budgétaire nette est entre -



1 et +1 % du PIB. La peur de l'Autre, elle, n'a pas de prix.

Principe de fraternité

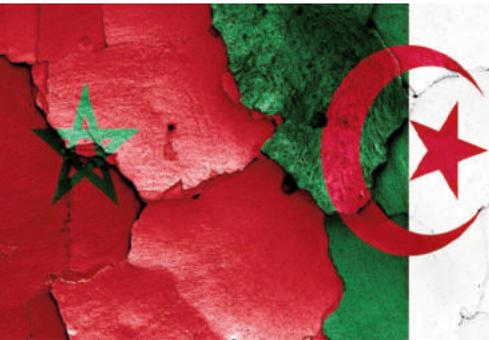
Il faut distinguer le migrant de l'immigré. Le premier fuit son pays, le second cherche à s'établir volontairement dans un autre pays que celui de sa naissance. Ces flux de personnes représentent parfois un juteux business qui fait entrer des personnes clandestinement dans un pays. En septembre, une enquête de la police aux frontières de Corse a permis le démantèlement d'une importante filière d'immigration clandestine entre le Maroc et la France. Début novembre, dix réfugiés syriens et un skipper allemand ont débarqué dans le port de Porto-Vecchio. C'est la deuxième fois que des migrants accostaient en Corse. En 2010, 123 réfugiés kurdes avaient été retrouvés abandonnés sur une plage de Bonifacio. On est loin de l'invasion avancée par les candidats aux élections. D'autant que la France est un vieux pays d'immigration. Son immigration familiale s'est développée depuis le milieu des années 1970. C'est l'un des pays d'Europe avec la plus forte proportion d'enfants d'immigrés. Et donc des mariages mixtes. Loin du grand remplacement.

• Maria Mariana

Algérie et Maroc : les frères ennemis !

Les deux pays ne sont pas encore sur le chemin de la guerre mais sont loin de vouloir fumer la chicha de la paix.

A quelques centaines de kilomètres de notre île, le Maroc et l'Algérie se regardent en chiens de faïence. Depuis le 24 août dernier, les deux pays n'entretiennent plus de relations diplomatiques. Depuis cette rupture, la tension est encore montée d'un cran car, selon l'Algérie, l'armée marocaine aurait dernièrement provoqué la mort de trois camionneurs algériens. Le Maroc et l'Algérie vivent des relations conflictuelles depuis près d'un demi siècle. Tout a commencé après l'accession de l'Algérie à l'indépendance



le 5 juillet 1962. Malgré le soutien actif que le Maroc avait apporté au FLN algérien, des heurts ont opposé les Forces Armées Royales marocaines et l'Armée Nationale Populaire algérienne dès le 8 octobre 1963. Etant la conséquence de revendications territoriales marocaines sur une partie du territoire algérien, ces heurts ont donné lieu à la « *Guerre des Sables* ». Les hostilités ont cessé le 5 novembre 1963 laissant les frontières inchangées. Un cessez-le-feu est entré en vigueur le 20 février 1964 sous l'égide de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

Première rupture diplomatique

Les relations conflictuelles entre les deux frères devenus ennemis ont rebondi quand le Maroc et la Mauritanie ont émis des revendications territoriales sur le Sahara occidental. Le 6 novembre 1975, le roi du Maroc a initié une marche pacifique de 350

000 volontaires et pris ainsi le contrôle des territoires ambitionnés. Ne souhaitant pas voir son voisin s'emparer de ces territoires, notamment en raison de leur fort potentiel économique (fer, manganèse, uranium, or, phosphate, façade maritime riche en ressources halieutiques, potentiel touristique), l'Algérie a alors apporté une aide politique et militaire au Front Polisario qui, ayant proclamé la création d'une République Arabe Sahraouie Démocratique, a mené une guérilla meurtrière contre le Maroc et la Mauritanie. Ceci a provoqué la première rupture diplomatique entre l'Algérie et le Maroc. En 1979, la Mauritanie ayant renoncé à ses revendications territoriales, le Maroc a persisté. Entre 1980 et 1987, il a construit dans le désert un mur qui a interdit les intrusions du Front Polisario. La signature d'un cessez le feu a eu lieu le 6 septembre 1991 et il a été prévu d'organiser un référendum d'autodétermination. Le Maroc faisant preuve de la plus grandes mauvaise volonté, le referendum n'a jamais eu lieu. Le Sahara Occidental reste contrôlé à 80 % par le Maroc et 20 % par le Front Polisario.

Espoir déçu

Un espoir de réconciliation entre la Maroc et l'Algérie est apparu à la fin des années 1980. Le 17 février 1989, a été créée l'Union du Maghreb Arabe (UMA), une organisation politico-économique comprenant l'Algérie, le Maroc, la Libye, la Tunisie et la Mauritanie. Mais cette structure s'est très vite révélée être sans lendemain. De 1993 à 1996, un projet ambitieux de gazoduc associant le Maroc et l'Algérie, ainsi que le Portugal et l'Espagne, a été engagé pour assurer l'approvisionnement en gaz naturel de la péninsule ibérique et d'autres pays européens. Mais, le 24 août 1994, ayant accusé les services secrets algériens d'être impliqués dans un attentat perpétré contre un hôtel à Marrakech, le Maroc a expulsé des algériens et instauré des visas pour entrer sur son territoire et l'Algérie a riposté en fermant la frontière. Enfin, le 27 avril 1999, Abdelaziz Bouteflika, venant

d'être élu président de la République algérienne démocratique et populaire, a tenté un rapprochement entre les deux pays. Mais l'Algérie ayant réaffirmé son soutien à la cause du Front Polisario, la démarche a fait long feu.

Nouvelle crise

La normalisation diplomatique entre le Maroc et Israël intitulée « *les accords d'Abram* » qui a été validée le 22 décembre 2020, a entraîné une nouvelle dégradation des relations entre Rabat et Alger. L'Algérie a renforcé son soutien militaire au Front Polisario. En mars 2021, elle a accusé la Maroc d'utiliser le trafic de drogue comme moyen de déstabilisation et interdit aux agriculteurs marocains de franchir la frontière. Le 14 juillet 2021, elle a rappelé son ambassadeur après que le représentant du Maroc à l'ONU ait affiché son soutien au Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK). Le 18 juillet 2021, elle a dénoncé l'usage par le Maroc du logiciel israélien Pegasus à des fins d'espionnage de journalistes, de personnalités politiques et de militaires algériens. le 30 juillet 2021, le roi du Maroc a tenté l'apaisement en évoquant la possibilité d'une réouverture de la frontière fermée depuis 1994. Mais, quelques jours plus tard, les efforts du roi ont été rendus vains par la visite au Maroc du ministre des affaires étrangères israélien qui a accusé Alger de faciliter les actions de l'Iran. En effet, le 24 août 2021, après avoir accusé le Maroc d'être partie prenante de feux ayant ravagé la Kabylie du fait de son soutien au MAK, l'Algérie a décidé de cesser les relations diplomatiques et de fermer son espace aérien, et menacé de stopper l'approvisionnement du gazoduc Maghreb-Europe. Les frères ennemis ne sont pas encore sur le chemin de la guerre mais sont loin de vouloir fumer la chicha de la paix.

• Alexandra Sereni

France – Corse

251 ans d'histoire !

« *Corse – France. Toute une histoire* », vendredi 3 décembre, à 20 heures 45 sur Via Stella. Deux heures de film documentaire. Une réalisation de Dominique Lanzalavi. Des images et des propos nécessaires... à la compréhension de l'île.



Retracer plus de 250 ans d'histoire de la Corse en deux heures qui réussissent à tenir le téléspectateur en haleine... une gageure ! Un résultat passionnant. Intitulée « *L'intégration* », la première partie commence avec la stature de Pascal Paoli, homme des Lumières et s'achève à la Libération. Au fil d'images percutantes ponctuées de commentaires pertinents d'historiens

reconnus on parcourt ces étapes incontournables que sont l'indépendance si brève, l'occupation et la répression des armées de l'Ancien Régime, la Révolution de 1789 avec ses aspects encourageants et obscurs. On perçoit que désaccord entre Paoli et la Convention ne fera au fond que s'approfondir avec Napoléon. La Restauration s'inscrira dans la même veine politique en promulguant les sinistres lois douanières de 1818 qui mettront à genoux l'économie insulaire en la rendant de plus en plus exsangue au point que son dépeuplement à coups d'exils forcés deviendra alarmant. Arriveront les temps où la pauvreté de la Corse est si épouvantable qu'un

Clémenceau voudra redresser la barre, mais le « *sauvetage* » qu'il envisage est torpillé par le financement de la dite « *Grande* » Guerre. A retenir que chaque fois que l'Etat initie une amorce de redressement dans la conduite des affaires corses cela tourne mal pour des motifs intérieurs français ou pour des raisons liées à la géopolitique comme la décolonisation des années 60 aboutissant à l'implantation des pieds noirs sur la Plaine Orientale qui se fera au détriment des agriculteurs insulaires. Les recrutements massifs dans l'empire colonial à son apogée, l'armée, l'administration ou le privé accentueront encore le déséquilibre démographique de l'île.

Le XXe siècle quant à lui va débiter sous de mauvais augures : crise agricole aigue et saignée de 14 – 18. Les premiers mouvements « *identitaires* » et le renforcement de l'emprise des clans ne changeront pas la donne. La Corse, sous l'impulsion de communistes et du Front National, a beau être le premier département libéré, en 1945 elle est moribonde.



« *La contestation* », ainsi se nomme la deuxième partie du documentaire, explore un domaine mieux connu, mieux ancré dans les mémoires : revendications régionalistes, autonomistes, apparition sur la scène politique du FLNC. Les contours des statuts Defferre puis Joxe avec leurs avancées et leurs limites sont bien argumentés. Les témoins de cette période agitée apportent des éclairages indispensables pour saisir les événements. « *La contestation* » n'oublie pas de braquer aussi l'éclairage sur le mouvement culturel, sur ce réacquit si déterminant dans la prise de conscience politiques des Corses et sur l'évolution des mentalités.

Sur un ton et des documents très convaincant « *La contestation* » rappelle le rôle des uns et des autres en une époque tourbillonnante de fracas et de deuils, d'espairs et de souffrances où se cherchent fiévreusement les clés de l'apaisement pour une Corse enfin heureuse.

• Michèle Acquaviva-Pache

• « *Corse – France. Toute une histoire* » aura une diffusion nationale sur « *Public Sénat* ».
 • Dominique Lanzalavi, auteur, historien, réalisateur, journaliste s'est intéressé aux figures marquantes du XXe siècle en Corse à travers divers documentaires. Il a récemment publié un livre, « *En homme libre* », relatant l'expérience de Léo Micheli, responsable des résistants insulaires.

Pourquoi ces deux heures intenses d’histoire ?

Je voulais aborder les tenants et les aboutissants du rapport Corse – France : comment l’île est-elle devenue française, comment les différents régimes ont-ils traité l’île, comment a germé la contestation insulaire... J’ai soumis mon projet à Vanina Susini, responsable de Via Stella, qui l’a validé.

Vers qui vous êtes-vous tourné pour réaliser « Corse – France. Toute une histoire » ?

Vers Jean Paul Pellegrinetti, directeur du Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine de Nice et responsable de la revue, « *Etudes Corses* » pour la première partie. Il est coauteur avec moi de « *L’intégration* ». Pour la deuxième partie qui s’appuie sur des témoignages d’acteurs de cette période j’ai fait appel à Sampiero Sanguinetti et à son expérience de journaliste.

Quel écueil avez-vous dû éviter dans le traitement de la deuxième partie en particulier ?

Nous devons nous adresser à des Corses et à des non-corses d’où la nécessité de rappeler des choses basiques. On devait aussi veiller à ne blesser personnes car nous relatons une période grave et endeuillée d’où notre impératif de rester sur la ligne de crête de la narration et de recueillir en même temps des propos du côté insulaire et de celui de l’Etat français.

Comment avez-vous ordonné la masse d’informations réunies ? Toutes les archives ont-elles été faciles à trouver ?

Les archives ont été accessibles mais ont requis un gros travail de recensement qu’a fait notre documentaliste, Fabrice Héron. Pour la première partie nous avons misé sur les propos des historiens, sur des tableaux, sur des photos, sur des documents de l’INA (Institut National de l’Audiovisuel). Pour la deuxième partie entre les reportages de France 3 Corse et les JT des autres TV nous avions devant nous un océan d’informations et des choix à faire. Beaucoup de problèmes ont été réglés en amont lors de la phase de l’écriture. L’étape du montage avec Véronique Buresi s’est également révélée décisive. Demander une musique originale à Pierre Gambini s’est imposé à nous comme une évidence.

Y-a-t-il consensus chez les historiens pour ce qui est de l’intégration à la France ?

Je répondrai qu’heureusement il y a débats ! Si je prends par exemple les lois douanières dont on s’accorde sur leurs conséquences néfastes, il faut encore pousser l’analyse pour savoir pourquoi elles ont été instaurées... En fait, tout pose question. On voit que la situation de l’île est une préoccupation des dirigeants français dès le XIX e siècle : ils font le constat de l’extrême pauvreté de l’île, redoutent les répercussions de l’unité italienne, manifestent la volonté de franciser la Corse.

Votre ligne directrice pour traiter de « La contestation » ?

Nous avons donné la parole à tous ceux qui étaient aux manettes. On ne voulait pas faire une histoire du nationalisme mais aborder les freins institutionnels aux évolutions. On a cerné les raisons de la colère des Corses et les réponses apportées par l’Etat. On peut vérifier que l’idée d’autonomie en Corse a fait son chemin depuis les années 70



tandis que la France a actuellement peur des particularismes, réflexe hérité du jacobinisme.

Pourquoi des problèmes jamais réglés, comme celui de la langue corse ?

Langue corse, problèmes économiques ou de spéculation immobilière restent en suspens depuis des décennies parce que leur résolution se heurte à l’esprit jacobin, fondement de l’unité française.

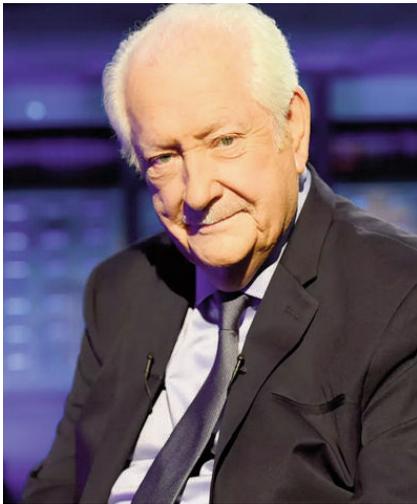
En pensant à la Résistance, à la création de la Ve République, à la régionalisation peut-on avancer l’idée d’une Corse, île laboratoire ?

Si l’on évoque le Front National de la Résistance, la primauté accordée à de Gaulle sur Giraud, la Corse base avancée du gaullisme en 1958, ou les innovations institutionnelles plus récentes, on peut parler d’île laboratoire... mais demeurent les particularismes !

• **Propos recueillis par M.A-P**

Il y a sûrement quelque chose à faire

Alors que les citoyens de ce pays sont actuellement convoqués pour assister au jeu malsain des sondages à tire-larigot qui font monter et descendre les candidats à la campagne présidentielle, une action souterraine s'organise. Elle est ourdie par ceux qui nous gouvernent pour priver les professionnels, qui en détenaient encore un peu, de la liberté d'exercer leur fonction selon leur conscience.



Pierre Belmare

Ainsi le Sénat a-t-il voté, contre toute attente, un projet de loi annihilant purement et simplement le secret professionnel des avocats, ce qui a été confirmé par la commission mixte paritaire Assemblée Nationale-Sénat. Après les prêtres et les médecins, les avocats se voient condamnés au supplice idiot et démagogique de la maison de verre. Adieu le secret, voici le règne de la prison pour tout le monde: laïque, gratuite et obligatoire. Rendre impossible toute défense en attaquant le secret des avocats venge peut-être l'échec du projet de réforme des retraites, mais ne répond en rien aux évidences de la saleté de Paris et de l'impuissance caractérisée à garantir la sécurité publique. Faudra-t-il demain se confesser à Rome et choisir ses avocats à Bruxelles, Londres ou Genève ? La folie répressive, secondée par la maladie inquisitoire qui est, nous le savons bien, une affection mentale des sociétés en déshérence, a donc consacré son pouvoir.

Qui nous gouverne nous abandonne en nous faisant la morale, sourd à l'insécurité qui gangrène le pays, au motif de la commisération qu'on doit aux populations déplacées, on l'entend d'ailleurs depuis la Pologne. La Fontaine écrivait: « *Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage* ». Nous y sommes, et les procès incessants faits à Eric Zemmour, Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan et d'autres, ne sont que manteaux de fumée, rideaux de mensonges et autres impostures, utiles à dissimuler avant tout la lâcheté et la forfaiture de qui avait pour mission de nous protéger et qui ne l'a pas fait.

Qu'elles sont belles ses leçons, mais qu'elles sont creuses ! Il est tentant bien sûr, car commode à réaliser, de punir les victimes au lieu d'arrêter leurs agresseurs, et il est plus simple de le faire quand on les accuse d'être elles-mêmes à l'origine de leur malheur. C'est ce qui se passe sous nos yeux. Qui proteste contre la multiplication des assassins et l'impunité de leurs crimes est un provocateur; c'est lui qu'il faut dénoncer. Qui se plaint qu'on laisse béantes les portes du pays est un raciste et un fanatique, c'est lui qu'il faut enfermer ! Mais osons le dire, qui croit aux fariboles qu'on lui assène ainsi est un simple d'esprit!

Je conçois que la crédulité confiante puisse être la cause principale des malheurs de ceux qui les subissent, mais admettons que si l'on n'avait pas cassé les instruments qui permettent de la corriger, l'école par exemple, on n'en serait pas là. Le fatras nauséux des explications rassurantes fournies par ceux qui versent le poison, rappelle hélas les tragédies classiques, où il est d'usage d'endormir les victimes avant de les tuer. Le pauvre Fernandel, moine égaré dans le repaire d'assassins qu'est l'*Auberge Rouge* (d'après Balzac), peut s'échiner à faire comprendre à ses joyeux convives qu'on va les droguer avant

de les assassiner, personne ne le croit. Les rires fusent de toutes parts quand il s'agite. Il faut le voir ribouler des prunelles et claquer des dents tant il a peur. Les beaux esprits d'aujourd'hui l'accuseraient même de vouloir effrayer les gens, et peut-être d'antisémitisme, de racisme et que sais-je encore ? De cannibalisme ?

Il ne faut pas réveiller l'eau qui dort, dit le dragon au visage d'enfant sage qui nous gouverne. Ah bah! On verra bien ! Qui sera croqué ne croquera évidemment personne. Puisque le non-sens le dispute dorénavant à la raison, l'imposture à la réalité, puisque le diable a pris la figure de l'ange, il y a tout lieu de craindre que, comme dans le beau roman d'Alfred de Musset nommé *Voyage où il vous plaira*, le cauchemar soit voué à remplacer l'éden de nos illusions irénistes. Tant qu'à faire, puisque l'avenir de l'humain consiste à répéter inlassablement les fautes de son passé, puisque Roland ne devait pas aller à Roncevaux, puisque ni Charlemagne ni Charles Martel n'eussent dû exister, puisqu'il était vain d'arrêter quiconque à Poitiers, puisqu'il ne fallait pas faire l'expédition d'Egypte, puisque le Duc d'Aumale n'aurait jamais du quitter les rivages de France pour se rendre en Algérie, puisqu'en fin de compte rien ne vaut rien et que l'histoire n'existe pas, que dire à ceux qui croient encore à quelque chose, si petit soit-il ? Leur pays par exemple. Le Grand Dieu Pan répondit à Silène qui le questionnait sur la vie: « *Ce qui aurait pu arriver de mieux, c'est de ne pas naître* ».

Vraiment ? Pierre Bellemare lui eût répondu peut-être : « *Il y a sûrement quelque chose à faire* ».

• Jean-François Marchi

La cognition au secours des sportifs

Le mental est un atout majeur dans la pratique du sport, surtout du haut niveau. C'est ce qui fait souvent les grands champions. Deux jeunes bastiais viennent d'ouvrir un centre d'entraînement cognitif.



Sébastien Dominici, 39 ans, est orthoptiste. Son domaine d'expertise est l'analyse et la rééducation de la vision et de l'attention visuelle. Yoann Carrara, 39 ans, est lui podologue du sport, spécialisé en posturologie. Son travail consiste à analyser la proprioception et la qualité de réponse motrice. Ensemble, ils viennent d'ouvrir dans les quartiers sud de Bastia* un centre d'entraînement perceptif, cognitif et moteur. Ils proposent aux sportifs de tous niveaux des programmes d'Entraînement Sportif Cognitif ayant pour objectifs : l'amélioration de la concentration, l'accélération de l'analyse d'une situation et de la prise de décision, et l'optimisation de la qualité de la réponse motrice. « *La préparation sportive s'est longtemps articulée autour de 3 axes principaux : tactique, technique et physique* » souligne S. Dominici.

La cognition

« *Depuis quelques années la quête de performance a également conduit les préparateurs à explorer de nouveaux domaines comme la nutrition, la préparation mentale, le sommeil et la cognition* » explique Y. Carrara. Mais qu'est-ce que la cognition ? C'est dans les années 1955/1960 qu'un groupe de psychologues de Harvard a mis à jour ce processus qui se rapporte à l'ensemble des

processus mentaux mettant en jeu mémoire, langage, raisonnement, apprentissage, intelligence, résolution de problèmes, prise de décision, perception ou attention. Aujourd'hui, le terme cognition désigne non seulement les processus de traitement de l'information mais aussi des processus plus élémentaires comme la perception, la motricité ainsi que les émotions. « *La vitesse d'analyse d'une situation et la rapidité de prise de décision font souvent la différence dans le sport de haut niveau* » déclare S. Dominici.

« *L'alliance des nouvelles technologies et les progrès neuroscientifiques ont permis de mettre au point des outils innovants de préparation cognitive et d'optimisation motrice* » poursuit Y. Carrara.

Des entraînements intensifs

« *Nous avons articulé notre méthode autour de deux domaines d'expertise fondamentaux dans le sport : la vision et la proprioception / réponse motrice* » précise S. Dominici. « *Dans un premier temps nous analysons les capacités du sportif à maintenir concentration et vigilance dans différents contextes : au calme ou en situation de stress physique ou mental. Ces données nous permettent ensuite d'établir un profil précis du sportif puis un programme d'entraînement cognitif individualisé* ». Toute la progression durant les entraînements est analysée, mesurée, et l'athlète peut constater lui-même son évolution. Si le concept a déjà été adopté par plusieurs sportifs de haut niveau comme Astride Gneto, championne de France de judo ou Christophe Vincent, capitaine du SCB, il n'est pas réservé aux athlètes de haut niveau mais aussi aux sportifs de tout âge, tout niveau et toute discipline.

• Ph.J.

**Neurostim : Pôle santé du Macchione – Lupino – Bastia. Tel : 06.42.43.80.73. <https://www.neurostim.corsica>*

Le Roller Derby Bastiacchi en mode compétition.



Le club, affilié à la Fédération Française de Roller et de Skate, créé en 2015 à l'initiative de Marie-Pierre Samani vient de franchir une nouvelle étape. En février prochain, il proposera au public au cosec du Fango une joute entre trois clubs, dont deux du continent. Un tournoi qui préfigurera peut-être l'entrée du club en championnat de N2 pour l'année 2023. Une belle progression pour ce club qui se résumait il y a tout juste quelques années à 4 filles s'entraînant sur un parking. « *Le club a en effet bien évolué et compte une trentaine de licenciées. Une quinzaine nous ont rejoints en septembre* » souligne MP Samani. « *Je suis très contente car mon rêve de le faire évoluer en championnat, de disputer des matchs avec des équipes du continent est en passe de se réaliser. Notre objectif pour cette saison est de disputer 3 matchs en condition de compétition, dont un ici à Bastia. Et ce sera le cas, c'est officiel en février* ». Après avoir enrôlé il y a 3 ans un coach diplômé en la personne de Bertrand Sarlande (ex club Boucherie de Paris et club Pays Basque), le club dispose depuis la rentrée de septembre d'un autre coach : Nathalie Casabianca. Cette jeune femme originaire de l'île entraînait jusqu'à présent une équipe de roller derby à Cannes. Sa profession l'ayant aujourd'hui conduite en Corse, elle va pouvoir s'occuper des Roller Castagna chères à Marie-Pierre Samani. Castagna, un mot résume bien l'identité nustrale du club. « *Aujourd'hui, merci la CAB, on dispose de deux créneaux en salle ce qui évidemment nous permet de nous entraîner dans d'excellentes conditions. Outre ce tournoi de février, on nourrit bien d'autres projets comme des soirées roller disco où le public pourrait venir en famille* »

<https://www.facebook.com/Rollerderby-clubbastiacchi/>

Futsal

L'ACA veut se pérenniser

Promue cette saison en deuxième division, l'équipe ajacienne dé-montre de réelles qualités dans une compétition particulièrement relevée. L'occasion se pencher sur une section qui a plutôt la côte en ce début de saison.



Paulo Basilio

L'ACA peut s'enorgueillir d'être avec l'US Valenciennes, autre club de Ligue 2, la seule équipe professionnelle à disposer d'une section dédiée au Futsal. Une belle aventure débutée il y a quatre ans et ponctuée, après des fortunes diverses en R2 et R1, par l'accession en deuxième division cette saison. Une consécration au terme d'un parcours sans fautes en 2019-2020. Mais une accession retardée par une saison blanche en raison de la crise sanitaire et de l'annulation des compétitions.

Plus de 1000 spectateurs au Palatinu

Et ce n'est donc qu'en septembre dernier que le club a fait officiellement ses premiers pas en deuxième division. Côté recrues, les dirigeants se sont attachés les services de nouveaux joueurs. En premier lieu, le talentueux brésilien Zé Carlos (joueur professionnel de niveau D1) arrivé l'an dernier dans la Cité Impériale. À ses côtés, les Portugais Ricardo Bento, ancien joueur de Toulouse et Paulo Basilio ainsi que Majid Saïd. Né aux Salines, cet Ajacien passé par l'ACA chez les jeunes avant de se passionner pour le Futsal et de porter les couleurs de Toulouse en D1, a décidé après ses études de rentrer au bercaïl. Inza Koné (Sporting Club de Paris) complète avec d'autres jeunes joueurs, un groupe performant et prometteur. « L'écart entre la R1 et la D2 est considérable, souligne Mickaël Torre, responsable de la section, il a fallu recruter pour tenir la route en D2 mais cette place n'est guère usurpée. On a une bonne connaissance du milieu et de la discipline, cela nous a permis de gagner du temps dans notre projet. Pour au-tant, on n'oublie pas d'où on vient. »

Aux commandes de l'équipe cette saison, Adrien De Pietro, ancien joueur du FC Bastelicaccia. Jean-Charles Massa (préparateur physique) et Gilles Giacomoni (entraîneur des gardiens) complètent le staff. De son côté, Pierre-Nico Beretti, figure emblématique de l'Orsi Ribelli est adjoint de Mickaël Torre. « Le budget du Futsal est inclus dans celui du club », explique Christian Leca, président des « biancu è rossu », la section fait partie intégrante de l'ACA comme les autres sections. »

Présence de Yohan Cavalli

Pour sa première à domicile, le 2 octobre dernier dans un Rossini plein comme un œuf, l'ACA n'a pas fait de détail face à

Chavanoz (5-1) dé-mostrant de réelles qualités. Et que dire de la réception de Kremlin-Bicêtre, une des grosses pointures de la poule, le 14 novembre dernier au...Palatinu devant plus de 1000 spectateurs. « Malgré le nul, on a réalisé un très gros match, c'est le signe que l'on apprend. » Outre la rencontre, c'est l'ensemble de la journée (dédicaces de joueurs,



Entrée des joueurs le 2 octobre pour leur première à domicile dans un Rossini, plein comme un œuf

danse, matchs exhibition) qui a été dédiée au Futsal et au club. L'occasion d'une belle promotion. L'ACA peut, en outre compter, de temps à autre sur la présence dans le groupe, d'un certain...Yohan Cavalli, histoire de faire le lien entre les vertes pelouses et les parquets. « L'objectif premier reste le maintien, le groupe progresse bien. Il faut se pérenniser à ce niveau avant d'espérer mieux. »

Actuellement sixièmes du classement, les « biancu è rossu » poursuivent leur apprentissage.

• Ph.P.

**AUJOURD'HUI,
AVEC LE PLAN
DE RELANCE,
C'EST TOUTE
LA FRANCE
QUI REDÉMARRE**



Partout en France, nous aidons à la relance en finançant
les projets qui feront l'activité, les services et les emplois de demain.
L'intérêt général a choisi sa banque

banquedesterritoires.fr
@BanqueDesTerr

AJACCIO
28, cours Napoléon
04 95 21 18 00

CENTURY 21
Actif Immobilier

PORTICCIO
Les Marines II
04 95 73 21 15

TRANSACTION | LOCATION | GESTION | SYNDIC

LOCAUX A LOUER

LOCAL
BOULEVARD MAGLIOLI
55 M²
550.00 €

**LOCAL COMMERCIAL
SECTEUR BALEONE**

1800M2 AMENAGE
400m2 CHAMBRE FROIDE NEGATIVE / 150m2 CHAMBRE
FROIDE POSITIVE
130m2 DE BUREAUX / 1100m2 DE DEPOT
Sur 8000m2 TERRAIN

LOCAL PROFESSIONNEL
PARC CUNEO
70 M²
1200.00 €

LOCAL
PARC BERTHAULT
500 M² DIVISIBLE
3000.00 €

LOCAL
10 PARC BELVEDERE
100 M²
1350.00 €

SARROLA-CARCOPINO
PROCHAINEMENT
LOCATION LOCAUX +
Dépôts NEUFS

**LOCAL COMMERCIAL
RUE FESCH / HYPER CENTRE**

18m2
650.00 €
Droit au bail 20.000 €

LOCAL
RUE VERSINI
65 M²
650.00 €

OFFREZ DU BONHEUR
AUX ENFANTS,
PARTICIPEZ A NOTRE
COLLECTE DE JOUETS.

21



En partenariat avec :



Journal de la Corse

CENTURY 21 ACTIF IMMOBILIER

28, cours Napoléon - 20000 AJACCIO
Porticcio centre commercial Les Marines II

04 95 21 18 00

actifimmobilier-ajaccio@century21.fr

CENTURY 21

PARLONS DE VOUS, PARLONS BIENS

century21.fr